



01000230702950004



1993

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 23

7 Φεβρουαρίου 1995

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ

- Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχίας 1
- Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ ως προς τη χώρας μας της τροποποίησης του Πρωτοκόλλου του Μόντρεαλ του 1987 σχετικά με τις ουσίες που καταστρέφουν την στροβίδα του Όζοντος. (Λονδίνο, 29.7.1990) 2
- Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ της Συνθήκης προσχώρησης στην Ευρωπαϊκή Ένωση των κρατών Αυστρίας, Φινλανδίας και Σουηδίας. 3

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Παράταση ισχύος της σύμβασης για εγκατάσταση Πρακτόρων της Τράπεζας της Ελλάδος στις Δημόσιες Οικονομικές Υπηρεσίες. 4

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ

- (1)
Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ της Συμφωνίας μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχίας.

Το Υπουργείο Εξωτερικών ανακοινώνει ότι μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας της Τσεχίας συνήφθη, δι' ανταλλαγής των από 30 Αυγούστου 1994 και 3 Οκτωβρίου 1994 ρηματικών διακοινώσεων, Συμφωνία δια της οποίας τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συμφώνησαν ότι οι Συμβάσεις οι οποίες, συνήφθησαν μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Σλοβακίας και περιέχονται στις παρακάτω ρηματικές διακοινώσεις εξακολουθούν να ισχύουν και να εφαρμόζονται μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχίας.

Το κείμενο των ρηματικών διακοινώσεων μετά του Παραρτήματός τους σε πρωτότυπο στην γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Αθήνα, 24 Ιανουαρίου 1995

ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΚΑΡ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

République Tchèque
le Ministre des Affaires Etrangères

Excellence,

rappelant la Déclaration du Conseil National Tchèque par laquelle la République Tchèque en tant qu'Etat indépendant et souverain s'est reconnue liée, à effet du 1er janvier 1993, par les traités auxquels la République Fédérale Tchèque et Slovaque était partie,

désireux de confirmer les relations conventionnelles entre la République Tchèque et la République Hellénique,

me référant aux résultats des consultations ayant eu lieu de 26 au 28 mai 1994 à Athènes et du 18 au 19 juillet 1994 à Prague entre le Ministère des Affaires Etrangères de la République Tchèque et le Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique portant sur la succession en matière de traités, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

A son Excellence

Monsieur Karolos Papoulias
Ministre de Affaires Etrangères
de la République Hellénique
Athènes

lors desdites consultations, les deux parties ont affirmé que les traités bilatéraux valables entre la République Fédérale Tchèque et Slovaque et la République Hellénique figurant dans l'Annexe A à cette note restent en vigueur dans les rapports entre la République Tchèque et la République Hellénique.

J'ai d'autre part l'honneur de proposer à votre Excellence que cette note et la réponse affirmative de Votre Excellence soient constitutives d'un accord commun confirmant que les traités susmentionnés restent en vigueur entre la République Tchèque et la République Hellénique.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

ANNEXE A Liste des accords restant en vigueur entre la République Tchèque et la République Hellénique.

1) Pacte d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire

/ Prague, le 8 juin 1929 /

2) Accord sur les services aériens et amendement, à l'Annexe de cet Accord / échange de lettres en date des 24 juillet et 21 Octobre 1968 /

/ Prague, le 21 juillet 1964 / A (orig. en Anglais)

3) Accord sur le règlement des questions financières restées en suspens

/ Prague, le 22 juillet 1964 /

4) Accord sur la coopération culturelle

/ Prague, le 10 février 1976 / A

5) Accord sur le transport routier international

/ Athènes, le 6 juin 1977 / A

et le Protocole de 1992 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques

6) Accord sur la coopération en matière de tourisme

/ Prague, le 27 mars 1980 / A

et le Protocole de 1987 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques

7) Accord sur le développement de la coopération économique, industrielle et technique

/ Athènes, le 22 octobre 1980 / A

8) Accord sur la coopération en matière de Santé publique

/ Athènes, le 22 octobre 1980 / A

9) Convention consulaire

/ Athènes, le 22 octobre 1980 / A

10) Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale

/ Athènes, le 22 octobre 1980 /

11) Accord sur la coopération scientifique et technique / Prague, le 4 juillet 1984 / A.

et le Protocole de 1993 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques.

12) Programme à long terme portant sur le développement de la coopération économique, industrielle et technique / Prague, le 4 juillet 1984 / A.

13) Convention de non-double imposition et de prévention de l'évasion fiscale en matière de l'impôt sur le revenu / Athènes, le 23 Octobre 1986 / A.

14) Protocole de consultations entre les Ministères des Affaires Extérieures des deux pays / Prague, le 3 juillet 1987 / A

15) Accord sur la suppression réciproque de visas - échange de notes / Athènes les 5 et 13 Mars 1991 / A.

16) Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements / Prague, le 3 juin 1991 / A.

17) Programme de coopération culturelle et scolaire pour les années 1992-1994 / Prague, le 2 avril 1992 / A.

Athènes, le 3 Octobre 1994

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 30 août 1994 no: 99.473/94 MPO, conçue en ces termes:

«Excellence,

rappelant la Déclaration du Conseil National Tchèque par laquelle la République Tchèque en tant qu'Etat indépendant et souverain s'est reconnue liée, à effet du 1er janvier 1993, par les traités auxquels la République Fédérale Tchèque et Slovaque était partie,

désireux de confirmer les relations conventionnelles entre la République Tchèque et la République Hellénique,

me référant aux résultats des consultations ayant eu lieu du 26 au 28 mai 1994 à Athènes et du 18 au 19 juillet 1994 à Prague entre le Ministère des Affaires Etrangères de la République Tchèque et le Ministère des Affaires Etrangères de la République Hellénique portant sur la succession en matière de traités,

j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

lors desdites consultations, les deux parties ont affirmé que les traités bilatéraux valables entre la République Fédérale Tchèque et Slovaque et la République Hellénique figurant dans

l'Annexe A à cette note restent en vigueur dans les rapports entre la République Tchèque et la République Hellénique.

A son Excellence

Monsieur Josef Zieleniec

Ministre des Affaires Etrangères

de la République Tchèque

Prague

J'ai d'autre part l'honneur de proposer à votre Excellence que cette note et la réponse affirmative de Votre Excellence soient constitutives d'un accord commun confirmant que les traités susmentionnés restent en vigueur entre la République Tchèque et la République Hellénique.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

«ANNEXE A Liste des accords restant en vigueur entre la République tchèque et la République hellénique.

1) Pacte d'amitié, de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire

/ Prague, le 8 juin 1929 /

2) Accord sur les services aériens et amendement, à l'Annexe de cet Accord / échange de lettres en date des 24 juillet et 21 Octobre 1968 /

/ Prague, le 21 juillet 1964 / A (orig. en Anglais)

3) Accord sur le règlement des questions financières restées en suspens

/ Prague, le 22 juillet 1964 /

4) Accord sur la coopération culturelle

/ Prague, le 10 février 1976 / A

5) Accord sur le transport routier international

/ Athènes, le 6 juin 1977 / A

et le Protocole de 1992 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques

6) Accord sur la coopération en matière de tourisme

/ Prague, le 27 mars 1980 / A

et le Protocole de 1987 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques

7) Accord sur le développement de la coopération économique, industrielle et technique

/ Athènes, le 22 octobre 1980 / A

8) Accord sur la coopération en matière de Santé publique

/ Athènes, le 22 octobre 1980 / A

9) Convention consulaire

10) Convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile et pénale Athènes, le 22 octobre 1980

11) Accord sur la coopération scientifique et technique

/ Prague, le 4 juillet 1984 / A

et le Protocole de 1993 s'y rapportant, ainsi que le cas échéant les Protocoles antérieurs, dans la mesure où ces documents contiennent des engagements juridiques

12) Programme à long terme portant sur le développement de la coopération économique, industrielle et technique

/ Prague, le 4 juillet 1984 / A

13) Convention de non-double imposition et de prévention de l'évasion fiscale en matière de l'impôt sur le revenu

/ Athènes, le 23 octobre 1986 / A

14) Protocole de consultations entre les Ministères des Affaires Extérieures des deux pays

/ Prague, le 3 juillet 1987 / A

15) Accord sur la suppression réciproque de visas-échange des notes

/ Athènes, les 5 et 13 mars 1991 / A

16) Accord sur la promotion et la protection réciproque des investissements

/ Prague, le 3 juin 1991 / A

17) Programme de coopération culturelle et scolaire pour les années 1992-1994

/ Prague, le 2 avril 1992 / A."

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que j'accepte votre proposition. Votre note et la présente réponse affirmative constituent par conséquent une commune confirmation que les traités susmentionnés restent en vigueur entre la République Hellénique et la République Tchèque.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

KAROLOS PAPOULIAS

ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΤΣΕΧΙΑΣ
Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Πράγα, 30 Αυγούστου
1994
No 99473/94-MPO

Εξοχώτατε,

Υπομνήσκοντας την Δήλωση του Εθνικού Συμβουλίου της Τσεχίας με την οποία η Δημοκρατία της Τσεχίας ως ανεξάρτητο και κυρίαρχο κράτος ανεγνώρισε τον εαυτό της δεσμευόμενο, από 1ης Ιανουαρίου 1993, από τις συνθήκες στις οποίες η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Τσεχίας και Σλοβακίας ήταν μέρος,

επιθυμώντας να επιβεβαιώσω τις συμβατικές σχέσεις μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας,

αναφερόμενος στα αποτελέσματα των διαβουλεύσεων που έλαβαν χώρα από 26 έως 28 Μαΐου 1994 στην Αθήνα και από 18 έως 19 Ιουλίου 1994 στην Πράγα μεταξύ του Υπουργείου Εξωτερικών της Δημοκρατίας της Τσεχίας και του Υπουργείου Εξωτερικών της Ελληνικής Δημοκρατίας σχετικά με τη διαδοχή στις συνθήκες,

έχω την τιμή να σας γνωρίσω τα εξής:

Προς την

A.E. Κύριο Κάρολο Παπούλια

Υπουργό Εξωτερικών της

Ελληνικής Δημοκρατίας

Αθήνα

Κατά τη διάρκεια των εν λόγω διαβουλεύσεων, τα δύο μέρη επιβεβαίωσαν ότι οι εν ισχύ διμερείς συνθήκες μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Σλοβακίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας που εμφανίζονται στο Παράρτημα Α της παρούσας διακοίνωσης, παραμένουν σε ισχύ στις σχέσεις μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Έχω εξ άλλου την τιμή να προτείνω στην Εξοχήτητά σας όπως αυτή η διακοίνωση μαζί με την καταφατική απάντηση της Εξοχήτητάς σας, αποτελέσουν κοινή συμφωνία που επιβεβαιώνει ότι οι προαναφερθείσες συνθήκες παραμένουν σε ισχύ μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Επιφελούμε της ευκαιρίας αυτής για να ανανεώσω την προς εσάς διαβεβαίωση της εξαίρετης υπόληψής του.

(Υπογραφή)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α

Κατάλογος συμφωνιών που παραμένουν σε ισχύ μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας

1) Σύμφωνο φιλίας, συνδιαλλαγής, διαιτησίας και δικαστικού διακανονισμού,

Πράγα, 8 Ιουνίου 1929.

2) Αεροπορική συμφωνία και τροποποίηση στο Παράρτημα αυτής /ανταλλαγή επιστολών της 24ης Ιουλίου και της 21ης Οκτωβρίου 1968,

Πράγα, 21 Ιουλίου 1964 Α (πρωτότυπο στα Αγγλικά).

3) Συμφωνία περί διακανονισμού εκκρεμών οικονομικών ζητημάτων,

Πράγα, 22 Ιουλίου 1964.

4) Συμφωνία μορφωτικής συνεργασίας,

Πράγα, 10 Φεβρουαρίου 1976/Α

5) Συμφωνία διεθνών οδικών μεταφορών,

Αθήνα, 6 Ιουνίου 1977/Α

και το σχετικό Πρωτόκολλο του 1992, καθώς επίσης, ενδεχομένως, τα προηγούμενα Πρωτόκολλα, στο μέτρο που στα εν λόγω κείμενα περιέχονται νομικές δεσμεύσεις.

6) Συμφωνία τουριστικής συνεργασίας,

Πράγα, 27 Μαρτίου 1980/Α

και το σχετικό Πρωτόκολλο του 1987, καθώς επίσης, ενδεχομένως, τα προηγούμενα Πρωτόκολλα, στο μέτρο που στα εν λόγω κείμενα περιέχονται νομικές δεσμεύσεις.

7) Συμφωνία για την ανάπτυξη της οικονομικής, βιομηχανικής και τεχνικής συνεργασίας,

Αθήνα, 22 Οκτωβρίου 1980/Α.

8) Συμφωνία συνεργασίας στον τομέα της δημόσιας Υγείας,

Αθήνα, 22 Οκτωβρίου 1980/Α.

9) Προξενική Σύμβαση,

Αθήνα, 22 Οκτωβρίου 1980/Α.

10) Συμφωνία δικαστικής αρωγής σε αστικές και ποινικές υποθέσεις,

Αθήνα, 22 Οκτωβρίου 1980.

11) Συμφωνία επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας,

Πράγα, 4 Ιουλίου 1984/Α.

και το σχετικό Πρωτόκολλο του 1993, καθώς επίσης, ενδεχομένως, τα προηγούμενα Πρωτόκολλα, στο μέτρο που στα κείμενα αυτά περιέχονται νομικές δεσμεύσεις.

12) Μακροχρόνιο Πρόγραμμα για την ανάπτυξη της οικονομικής βιομηχανικής και τεχνικής συνεργασίας,

Πράγα, 4 Ιουλίου 1984/Α.

13) Συμφωνία για την αποφυγή διπλής φορολογίας εισοδήματος,

Αθήνα, 23 Οκτωβρίου 1986/Α.

14) Πρωτόκολλο διαβουλεύσεων μεταξύ των Υπουργείων Εξωτερικών των δύο χωρών,

Πράγα, 3 Ιουλίου 1987/Α.

15) Συμφωνία για την αμοιβαία κατάργηση θεωρήσεων - ανταλλαγή διακοινώσεων,

Αθήνα, 5 και 13 Μαρτίου 1991/Α.

16) Συμφωνία για την προώθηση και αμοιβαία προστασία των επενδύσεων,

Πράγα, 3 Ιουνίου 1991/Α.

17) Πρόγραμμα μορφωτικής και σχολικής συνεργασίας για τα έτη 1992-1994.

Πράγα, 2 Απριλίου 1992/Α.

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Αθήνα, 3 Οκτωβρίου 1994

Εξοχότατε

Έχω την τιμή να σας γνωρίσω λήψη της διακοίνωσής σας υπ' αριθ. 99473/94 ΜΡΟ της 30ης Αυγούστου 1994, το κείμενο της οποίας έχει ως εξής:

Υπομνησκοντας την Δήλωση του Εθνικού Συμβουλίου της Τσεχίας με την οποία η Δημοκρατία της Τσεχίας ως ανεξάρτητο και κυρίαρχο κράτος ανεγνώρισε τον εαυτό της δεσμευόμενο, από 1ης Ιανουαρίου 1993, από τις συνθήκες στις οποίες η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Τσεχίας και Σλοβακίας ήταν μέρος,

επιθυμώντας να επιβεβαιώσω τις συμβατικές σχέσεις μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας,

αναφερόμενος στα αποτελέσματα των διαβουλεύσεων που έλαβαν χώρα από 26 έως 28 Μαΐου 1994 στην Αθήνα και από 18 έως 19 Ιουλίου 1994 στην Πράγα μεταξύ του Υπουργείου Εξωτερικών της Δημοκρατίας της Τσεχίας και του Υπουργείου Εξωτερικών της Ελληνικής Δημοκρατίας σχετικά με τη διαδοχή στις συνθήκες,

έχω την τιμή να σας γνωρίσω τα εξής:

Κατά τη διάρκεια των εν λόγω διαβουλεύσεων, τα δύο μέρη επιβεβαίωσαν ότι οι εν ισχύ διμερείς συνθήκες μεταξύ της Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Σλοβακίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας που εμφανίζονται στο Παράρτημα Α της παρούσας διακοίνωσης, παραμένουν σε ισχύ στις σχέσεις μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Έχω εξ άλλου την τιμή να προτείνω στην Εξοχήτητά σας όπως αυτή η διακοίνωση μαζί με την καταφατική απάντηση της Εξοχήτητάς σας, αποτελέσουν κοινή συμφωνία που επιβεβαιώνει ότι οι προαναφερθείσες συνθήκες παραμένουν σε ισχύ μεταξύ της Δημοκρατίας της Τσεχίας και της Ελληνικής Δημοκρατίας.

Επιφελοῦμαι της ευκαιρίας αυτής για να ανανεώσω την προς εσάς διαβεβαίωση της εξαιρετικής υπόληψής μου.

Σε απάντηση, έχω την τιμή να σας πληροφορήσω ότι αποδέχομαι την πρότασή σας. Η διακοίνωσή σας και η παρούσα καταφατική απάντηση αποτελούν επομένως κοινή επιβεβαίωση, ότι οι προαναφερθείσες συνθήκες παραμένουν σε ισχύ μεταξύ της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Δημοκρατίας της Τσεχίας.

Επιφελοῦμαι της ευκαιρίας για να ανανεώσω την προς εσάς διαβεβαίωση της εξαιρετικής υπόληψής μου.

ΚΑΡΟΛΟΣ ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

Προς

την κ. Ε. κ. Josef Zieleniec

Υπουργό Εξωτερικών

της Δημοκρατίας της Τσεχίας

Πράγα

Αριθ. Φ.0546/31/ΑΣ 7/Μ. 4080

(2)

Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ ως προς τη χώρα μας της τροποποίησης του Πρωτοκόλλου του Μόντρεαλ του 1987 σχετικά με τις ουσίες που καταστρέφουν την οζονόσφα του Όζοντος. (Λονδίνο, 29.7.1990)

Το Υπουργείο Εξωτερικών ανακοινώνει ότι η τροποποίηση του Πρωτοκόλλου του Μόντρεαλ του 1987 σχετικά με τις ουσίες που καταστρέφουν τη στοιβάδα του Όζοντος, που υπογράφηκε στο Λονδίνο την 29ην Ιουνίου 1990 και κυρώθηκε

με τον υπ' αριθ. 2110/1992 Νόμον, ο οποίος δημοσιεύθηκε στο υπ' αριθ. 206 Φύλλο της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως τεύχος Α' της 29ης Δεκεμβρίου 1992, τέθηκε σε ισχύ, σύμφωνα με τη διάταξη του άρθρου 2 παρ. 3 της τροποποίησης, την 9η Αυγούστου 1993.

Αθήνα, 5 Ιανουαρίου 1995

Με εντολή Υπουργού

Ο Προϊστάμενος της Ειδικής Νομικής Υπηρεσίας
Κ. Π. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ

Αριθ. Φ.0546/14/ΑΣ 40/Μ. 4374

(3)

Ανακοίνωση για τη θέση σε ισχύ της Συνθήκης προσχώρησης στην Ευρωπαϊκή Ένωση των κρατών Αυστρίας, Φινλανδίας και Σουηδίας.

Το Υπουργείο Εξωτερικών ανακοινώνει ότι η Συνθήκη Προσχώρησης στην Ευρωπαϊκή Ένωση των κρατών Αυστρίας, Φινλανδίας και Σουηδίας, η οποία υπογράφηκε στην Κέρκυρα στις 24 Ιουνίου 1994 και κυρώθηκε από τη χώρα μας με τον υπ' αριθ. 2272/1994 Νόμο, ο οποίος δημοσιεύθηκε στο υπ' αριθ. 230 Φύλλο της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως τεύχος Α' της 23 Δεκεμβρίου 1994, τέθηκε σε ισχύ, σύμφωνα με τη διάταξη του άρθρου 2 παρ. 1 αυτής, την 1ην Ιανουαρίου 1995.

Αθήνα, 17 Ιανουαρίου 1995

Με εντολή Υπουργού

Ο Προϊστάμενος της Ειδικής Νομικής Υπηρεσίας
Κ. Π. ΟΙΚΟΝΟΜΙΔΗΣ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(4)

Παράταση ισχύος της σύμβασης για εγκατάσταση Πρακτόρων της Τράπεζας της Ελλάδος στις Δημόσιες Οικονομικές Υπηρεσίες.

Στην Αθήνα σήμερα την 18 Ιανουαρίου 1995 μεταξύ του Ελληνικού Δημοσίου, που εκπροσωπείται από τον Υφυπουργό Οικονομικών Νικ. Κυριαζιδη και της Τράπεζας της Ελλάδος, που εκπροσωπείται από τον Υποδιοικητή της Ε. Κουράκο, δυνάμει της από 15.12.1994 (Συν. 14) σχετικής αποφάσεως του Γενικού της Συμβουλίου, συνεφωνήθησαν τα ακόλουθα σε εκτέλεση του άρθρου 14 του Ν. 4953/1931.

Άρθρο 1

Η ισχύς της από 3.7.1931 σύμβασής μεταξύ του Ελληνικού Δημοσίου και της Τραπέζης της Ελλάδος «περί συγκαταστάσεως παρά τη Τραπέζη της Ελλάδος των εισπράξεων και πληρωμών του Δημοσίου εις όσας περιφέρειας δεν λειτουργούν Υποκαταστήματα ή Πρακτορεία της Τραπέζης ταύτης» (ΦΕΚ 321/15.9.31), η οποία αλληλοδιαδόχως περατωθείσα δυνάμει των από 23 Ιουνίου 1941 (ΦΕΚ 218/30.6.41), 12 Ιουλίου 1951 (ΦΕΚ 219/4.8.51), 15 Δεκεμβρίου 1961 (ΦΕΚ 11/24.1.1962), 11 Ιουνίου 1971 (ΦΕΚ 119/15.6.1971), 30 Ιουνίου 1981 (ΦΕΚ 186Α/15.7.81), από 2 Οκτωβρίου 1992 (ΦΕΚ 168/15.10.1992), από 3 Μαΐου 1993 (ΦΕΚ 72Α/20.5.1993) και από 26 Ιανουαρίου 1994 (ΦΕΚ 53Α/11.4.1994) νεωτέρων τοιούτων, ελήξε την 31 Δεκεμβρίου 1994, παρατείνεται μέχρι 31.12.1995, της παρατάσεως αρχομένης από της λήξεως (31.12.1994) της τελευταίας ως άνω από 26 Ιανουαρίου 1994 σύμβασεως.

Άρθρο 2

Η παρούσα σύμβαση που υπογράφεται ως κατωτέρω, συντάχθηκε σε δύο πρωτότυπα και καθένα από τα συμβαλλόμενα μέρη πήρε από ένα, θέλει δε δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Για το Ελληνικό Δημόσιο

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΝΙΚ. ΚΥΡΙΑΖΙΔΗΣ

Για την Τράπεζα της Ελλάδος

Ο ΥΠΟΔΙΟΙΚΗΤΗΣ

Ε. ΚΟΥΡΑΚΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ